

## CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2019

FESTIVAL INTERNATIONAL DE JAZZ DE MARSEILLE DES CINQ CONTINENTS
---

SELON LA DELIBERATION N°

DU BUREAU METROPOLITAIN DU 18 JUIN 2019

### ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le Conseil de territoire agissant par délégation du Conseil de Métropole d'Aix-Marseille-Provence suivant la délibération HN 056-187/16/CM du 28 Avril 2016, représenté par son Président Jean Montagnac, dûment habilité par la délibération du Conseil de territoire du 13 juillet 2017, agissant en vertu de la délibération du Conseil de Communauté AGER 015-621/13/CC du 31 octobre 2013, dont le siège est situé : Le Pharo, 58 Boulevard Charles Livon 13007 Marseille

Désignée sous le terme « **Conseil de Territoire Marseille Provence** »,

D'une part,

Et

L'association « **Festival International de Jazz de Marseille des Cinq Continents** », régie par la loi 1901, dont le siège social est situé 15 rue Beauvau 13001 Marseille, N° SIRET **42994375600040** code APE **9001Z** représentée par Regis GUERBOIS son Président en exercice

Désignée sous le terme l' « **Association** »,

D'autre part.

Il est convenu ce qui suit ;

### Préambule

L'association Festival International de Jazz de Marseille des cinq continents a pour objet l'organisation du Festival Marseille Jazz des cinq continents et de manifestations liées au jazz.

Le Festival a augmenté de 20 % sa jauge public depuis la transformation opérée en 2015. Le Festival a accueilli 48 000 spectateurs, il s'est déroulé dans plusieurs lieux de la Ville centre, Marseille, au Théâtre Sylvain, au Palais Longchamp ou encore au Mucem, et dans plusieurs villes de la Métropole : Salon-de-Provence, Aix-en-Provence, Marseille, Vauvenargues, Cornillon-Confoux, Aubagne et Cassis.

Ce festival très renommé et professionnel, travaille dans tous les axes des grands événements culturels du XXI<sup>ème</sup> siècle : création, diffusion mixte d'artistes peu connus et de grandes têtes d'affiches, éducation artistique et culturelle, soutien à l'émergence locale et enfin partenariats avec des structures culturelles du territoire.

Le projet 2019 du Festival est d'étendre encore sa dimension métropolitaine en proposant plusieurs événements musicaux de grande qualité dans les villes du territoire métropolitain.

Il débutera cette année le 17 juillet sur l'esplanade des ABD (Archives et Bibliothèque Départementale) pour un concert gratuit au cœur d'Euroméditerranée et se déroulera jusqu'au 27 juillet dans plusieurs lieux de la Ville centre, Marseille, au Théâtre Sylvain, au Palais Longchamp ou encore au Mucem.

De renommée internationale, le festival contribue au rayonnement économique, touristique et culturel du territoire Marseille Provence.

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, l'« **association** » s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social, à savoir organiser le Festival Marseille Jazz des cinq continents.

A ces fins, l'« **association** » s'engage à mettre en œuvre, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

L'« **association** » inscrit son action à l'échelle métropolitaine pour l'ensemble de sa population et de ses différents publics et fait rayonner, lorsque son activité s'étend à l'extérieur, la diversité culturelle métropolitaine. L'association sera un vecteur de communication et d'information. Elle participe à la promotion et au développement de la vie culturelle métropolitaine.

Pour sa part, le conseil de Territoire Marseille Provence s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour l'année 2019.

## **ARTICLE 3 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DE LA CONVENTION**

### **3.1. Responsabilités de l'association**

Les actions visées ci-dessus sont réalisées sous la responsabilité de l' « association » et ne peuvent être confiées pour tout ou partie à des tiers sans l'accord préalable de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L' « association » s'engage en outre à :

- respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités,
- tenir sa comptabilité selon les normes édictées par le règlement n°99-01 du 16 février 1999, du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations (arrêté interministériel du 8 avril 1999),
- souscrire pour l'ensemble de ses activités toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, et en particulier pour l'objet de la présente convention. L'« association » assure le paiement des primes et cotisations et devra justifier de l'existence de ces polices, à chaque demande de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- régler les frais de SACEM et de SACD liés à l'opération décrite dans la présente convention,
- s'assurer du niveau de ses ressources avant d'engager des dépenses.

### **3.2. Budget prévisionnel de l'opération**

Le budget prévisionnel 2019 de l' « association » est de 2 036 000 € .

### **3.3. Obligations de l'association**

L' « association » s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs aux missions ou à l'opération soutenue par le conseil de Territoire, son logo en respectant la charte graphique métropolitaine.

L' « association » s'engage également à communiquer sur le partenariat avec le conseil de Territoire dans toute conférence de presse, interview etc, et faire participer les représentants du Conseil de Territoire aux actions publiques concernées.

L' « association » s'engage à mettre à disposition du Conseil de territoire Marseille Provence

- Un espace Conseil de territoire Marseille Provence, décoré et aménagé pour la soirée du Président (250 personnes), ainsi que le cocktail (22 pièces/personne)
- 250 places assises pour le concert de la soirée du Président
- 120 places billetterie sèche pour les concerts du palais Longchamp hors soirée du Président et le théâtre Sylvain ;
- 80 places de parking pour la soirée du Président
- 7 bracelets d'accès permanents

En cas de non-respect de ces obligations, le Conseil de Territoire Marseille Provence, se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée.

### **3.4. Moyens accordés par la Métropole Aix-Marseille-Provence**

La participation financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève à 50 000 € (cinquante mille euros).

Cette subvention sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur, sous réserve du respect par l'association de ses obligations légales et contractuelles.

### **3.5. Modalités de versement de la subvention**

Un acompte de 80% sera versé à l'« association » après la signature et la notification de la convention.

Le solde de 20% sera versé à la fin de l'année sur présentation avant le 1er novembre 2019:

- d'un compte de résultat définitif ou d'un compte de résultat provisoire accompagné dès lors du compte de résultat définitif de l'année n-1, signés du Président et du Trésorier de l'« association »,
- s'il y a lieu, du dernier rapport du Commissaire aux Comptes certifié.

### **3.6. Ajustement de la subvention**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention sans l'accord écrit du Conseil de Territoire, celle-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **ARTICLE 4 – CONTRÔLE –ÉVALUATION**

### **4.1. Statuts**

L'« association » s'engage à fournir au Conseil de Territoire Marseille Provence, copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 3.1. du décret du 16 août 1901, portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, relative au contrat d'association.

### **4.2. Compte de résultats – bilan**

L'« association » s'engage à transmettre au Conseil de Territoire Marseille Provence, le compte de résultat et le bilan de la manifestation, objet de la convention, du dernier exercice clos à la date de la convention.

Si l'« association » est soumise à l'article 81 de la loi 93-122 du 29 janvier 1993, le rapport financier devra être certifié conforme par le Commissaire aux comptes, sinon, par le président et le trésorier de l'association et éventuellement l'expert-comptable agréé de l'association. (Article 12.4.3 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

### **4.3. Contrôle**

L'« association » s'engage à faciliter, à tout moment le contrôle par le Conseil de Territoire Marseille Provence, de la réalisation de l'objectif en particulier par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile.

#### **4.4. Suivi**

L' « association » s'engage à informer régulièrement le Conseil de Territoire Marseille Provence, de l'état d'avancement et du déroulement de l'objectif défini à l'article 1 de la convention selon des modalités établies d'un commun accord par les deux parties.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence, pourra demander à l'association de participer à des réunions de suivi, à chaque fois qu'elle le jugera utile.

#### **4.5. Compte-rendu financier**

L' « association » est soumise aux textes et décrets ci-après :

- décret n° 2201-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques.

- arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

L' « association » doit produire un compte-rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention et déposé auprès du Conseil de Territoire Marseille Provence, dans les 3 mois suivant la fin de la manifestation, et au plus tard dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée. (Article 12.4.3 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Le compte-rendu financier est constitué d'un tableau des charges et des produits affectés à la réalisation du projet ou de l'action subventionnée, le tableau des charges et des produits fait apparaître les écarts éventuels, exprimés en euros et en pourcentage, constatés entre le budget prévisionnel de l'action et les réalisations, selon le modèle annexe 2.

Le compte-rendu financier est accompagné de deux annexes :

- la première annexe comprend un commentaire sur les écarts entre le budget prévisionnel et la réalisation de l'action, ainsi qu'un tableau de répartition entre le budget principal et le compte rendu financier des charges communes indiquant les critères utilisés à cet effet,

- la seconde annexe comprend une information décrivant, notamment, la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux du projet.

Les informations contenues dans le compte-rendu financier, établies sur la base des documents comptables de l'organisme sont attestées par le Président et le Trésorier ou toute autre personne habilitée à représenter l'organisme.

Il importe donc que les justificatifs produits dans le tableau des charges soient parfaitement conformes à la réalité du projet.

Le non-respect par l'association de ses obligations conventionnelles se traduira par des demandes d'explication par les services opérationnels du Conseil de Territoire Marseille Provence,, et le cas échéant, par le remboursement de la subvention et par une suspension éventuelle de la subvention.

#### **4.6. Évaluation**

L'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis par l' « association » auxquels le Conseil de Territoire Marseille Provence, a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée par le Conseil de Territoire Marseille Provence. L'évaluation porte, en particulier, sur la conformité des résultats à l'objectif mentionné à l'article 1.

Pour ce faire, une réunion, comprenant les deux parties pourra être convoquée par le Conseil de Territoire Marseille Provence, au plus tard deux mois après la fin de l'opération.

#### **ARTICLE 5. Résiliation**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie.

Ainsi, la convention est résiliée de plein droit par le Conseil de Territoire Marseille Provence, et sans indemnité, en cas de carence ou de manquement grave de l'association à l'une des obligations définies par les articles de la convention à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

En cas de manquement grave de l'association, le Conseil de Territoire Marseille Provence, sera fondé d'exiger la restitution des subventions perçues, soit en totalité, soit au prorata temporis.

#### **ARTICLE 6. Avenant**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord par les deux parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

Fait à Marseille, le

En 3 exemplaires originaux,  
la présente convention se compose de six articles et de sept pages.

Pour le Conseil de Territoire Marseille	Pour l'Association « Festival International de
---	--

Provence,	Jazz de Marseille des Cinq Continents»,
Le Président Jean MONTAGNAC Délibération n° du	Le Président Regis GUERBOIS  Tampon de l'association obligatoire